

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE 5

AVANT-PROPOS..... 7

PARTIE I.

RAPPORTS GÉNÉRAUX

NATURA 2000 ET LE JUGE EUROPÉEN

Le juge européen, moteur de la montée en puissance du régime Natura 2000,

par Charles-Hubert BORN..... 13

Introduction 13

SECTION 1. Le contentieux européen relatif à Natura 2000 16

 § 1. La prévalence des recours en manquement dans le contentieux européen sur Natura 2000..... 16

 § 2. La relative rareté des renvois préjudiciels sur Natura 2000 21

 § 3. L'irrecevabilité des recours en annulation contre des décisions de la Commission relatives à Natura 2000..... 21

SECTION 2. L'apport majeur du juge européen dans l'interprétation des dispositions relatives à Natura 2000 24

SECTION 3. Le rôle crucial de la procédure en manquement pour forcer les États membres à prendre Natura 2000 au sérieux 28

 § 1. L'importance de la phase amont de la procédure 28

§ 2. L'effet des arrêts en manquement et la sanction de leur inexécution	31
A. Les effets des arrêts sanctionnant une transposition incorrecte.....	32
B. Les effets des arrêts sanctionnant une application incorrecte..	33
C. Les armes mises à la disposition de la Commission pour assurer l'exécution des arrêts	34
D. Les effets des arrêts de condamnation en manquement sur les autres États membres.....	35
§ 3. Le recours insuffisant aux mesures provisoires prises en référé..	36
§ 4. La charge de la preuve et l'importance de la science dans le contentieux en manquement sur Natura 2000	38
Conclusion	40

**L'évaluation appropriée des incidences,
illustration du rôle du juge européen
dans la mise en œuvre de Natura 2000,**

par Francis HAUMONT.....	43
L'article 6, §§ 3 et 4 de la directive 92/43/CEE	43
I. Le champ d'application	44
I.1 Le champ territorial	45
I.1.1 Les sites concernés	45
I.1.1.1 La procédure de classement des sites	45
I.1.1.2 A quels sites doit-on appliquer l'évaluation appropriée ?	46
a) Les sites arrêtés définitivement par l'État membre	46
b) Les sites retenus par la Commission européenne mais non encore désignés.....	46
c) Les sites proposés et non encore retenus	47
d) Les sites « abandonnés ».....	47
I.1.2 Le « en dehors » des sites Natura 2000	48
I.1.2.1 Les plans et les projets situés en dehors du site Natura 2000.....	48
I.1.2.2 Les sites Natura 2000 « étrangers ».....	48
I.2 Les plans et les projets concernés.....	50
I.2.1 Le concept de plan et de projet.....	50
I.2.2 Les plans ou projets susceptibles d'avoir un impact.....	50

2. L'évaluation	53
2.1 Le contenu	53
2.1.1 Généralités	53
2.1.2 Questions particulières	54
2.2 La procédure	56
3. L'autorisation ou l'approbation	56
3.1 Le principe	56
3.2 L'interdiction générale	57
4. Le suivi environnemental	57
5. Les dérogations	58
5.1 Les raisons impératives d'intérêt public majeur	58
5.2 Les solutions alternatives	59
5.3 Les mesures compensatoires	59

NATURA 2000 ET LES JUGES NATIONAUX

Natura 2000 et le juge constitutionnel,

par Domenico AMIRANTE	63
1. Le juge constitutionnel et la protection de la nature en Europe	63
2. Le juge constitutionnel et Natura 2000 dans les États unitaires	65
3. Le juge constitutionnel et Natura 2000 dans les États fédéraux et régionaux	67
3.1 Le contrôle des dispositions relatives à la sélection des sites	67
3.2 Le contrôle sur les mesures de protection et de gestion des sites Natura 2000	69
3.3 Les décisions du juge constitutionnel dans d'autres domaines de Natura 2000	71
4. Conclusions	73

Natura 2000 et le juge administratif,

par Jessica MAKOWIAK	77
1. Les caractéristiques de la juridiction administrative	78
2. Le contentieux lié à la sélection et à la désignation des sites	78

3. Le contentieux relatif à la protection des sites	80
3.1 Les mesures de conservation et de gestion active et les mesures de prévention des détériorations des zones spéciales de conservation.....	80
3.2 L'évaluation d'incidences des projets susceptibles de porter atteinte aux sites Natura 2000	81

Natura 2000 et le juge judiciaire,

par Pascale STEICHEN.....	85
1. Le contentieux devant le juge pénal	85
1.1 Le domaine de la protection	86
1.2 La répression.....	87
1.3 S'agissant des peines accessoires à l'amende ou à la peine de prison.....	89
1.4 La jurisprudence.....	89
1.5 Appréciation du dispositif pénal	91
2. Le contentieux devant le juge civil.....	93
3. Le droit d'action des associations.....	94

LES QUESTIONS TRANSVERSALES

Le juge, l'expert et le droit de la Nature,

par Marc CLÉMENT.....	99
1. L'expertise scientifique, enjeu crucial pour le droit de la nature	99
2. Le juge est confronté à des dossiers très techniques.....	103
3. Principe de précaution et charge de la preuve.....	108

Les études d'évaluation d'incidences de programme ou projet sur site du réseau européen Natura 2000 et le rôle de l'expert de justice,

par Jean-Luc MÉRIAUX et Jacques TROUVILLIEZ.....	113
1. Les études d'évaluation d'incidences.....	115
2. Le rôle de l'Administration.....	117
3. L'intervention de l'Expert de Justice	117
3.1 Le statut de l'Expert de Justice en France.....	117
3.2 La mission d'expertise	118

4. L'analyse par l'Expert de Justice de l'étude d'évaluation des incidences d'un projet sur un site du réseau européen Natura 2000	119
4.1 Le cas des Zones Spéciales de Conservation.....	120
4.1.1 La méthodologie requise.....	120
L'exemple de la détermination des habitats.....	120
4.1.2 L'évaluation chiffrée des incidences	121
L'exemple des habitats d'intérêt communautaire.....	121
L'exemple d'une espèce d'intérêt communautaire : le Vison d'Europe dans le Site d'Importance Communautaire FR7200719 « Zones humides associées au marais d'Orx ».....	121
4.2 Le cas des Zones de Protection Spéciale.....	122
L'exemple de la perturbation de la nidification des espèces d'intérêt communautaire.....	122
L'exemple de la mortalité par percussion d'espèces d'intérêt communautaire sur les câbles d'une ligne à très haute tension	123
Conclusion.....	125

PARTIE 2. RAPPORTS NATIONAUX

BELGIQUE

Justice constitutionnelle et Natura 2000,

par Luc LAVRYSEN	131
1. Introduction.....	131
2. La directive « Oiseaux » et la directive « Habitats » devant la Cour.....	133
2.1 Les chiffres.....	133
2.2 La jurisprudence.....	133
2.2.1 Les affaires Deurganckdok.....	133
2.2.2 La transposition des Directives Oiseaux et Habitats en droit régional.....	135
2.2.3 Relance économique et simplification administrative.....	136
2.2.4 Le décret sur les autorisations régionales	138
3. Conclusion	143

Régions wallonne et bruxelloise,

par Charles-Hubert BORN et Etienne ORBAN DE XIVRY 145

- 1. Présentation du système juridictionnel en Belgique..... 145**
- 2. L'état de la mise en œuvre de Natura 2000 en Régions wallonne et bruxelloise 150**
- 3. Contentieux constitutionnel 152**
 - 3.1 Présentation 152
 - 3.2 Au contentieux de l'annulation..... 153
 - 3.2.1 Contrôle des règles de transposition..... 153
 - 3.2.2 Contrôle des mesures de protection..... 156
 - 3.3 Au contentieux de la suspension 158
- 4. Contentieux administratif 160**
 - 4.1 Présentation 160
 - 4.2 Contentieux de l'annulation 162
 - 4.2.1 Transposition et applicabilité directe des dispositions protectrices des directives Oiseaux et Habitats 162
 - 4.2.2 Sélection et désignation des sites, statut des sites dans l'attente de leur désignation 166
 - 4.2.3 La protection des sites 168
 - 4.2.4 La gestion des sites..... 176
 - 4.3 Contentieux de la suspension..... 177
- 5. Contentieux judiciaire 179**
- 6. Questions transversales..... 183**

Région flamande,

par Hendrik SCHOUKENS 189

- 1. Introduction..... 189**
- 2. Protection juridique en Belgique (Région flamande) : quelques principes utiles..... 191**
 - 2.1 Le Conseil d'État..... 191
 - 2.2 Le Conseil pour les contestations d'autorisations..... 193
 - 2.3 Le juge civil : évaluation indirecte de la légalité..... 194
- 3. La désignation de zones de protection spéciale Oiseaux (ZPS-O) et Habitats (ZPS-H)..... 197**
 - 3.1 La désignation des zones de protection spéciale Oiseaux (ZPS-O) ... 197
 - 3.2 La désignation de zones de protection spéciale Habitats (ZPS-H)..... 199

4. Les objectifs de conservation.....	202
5. Mesures de conservation	203
5.1 Généralités	203
5.2 Prescriptions de protection et devoir de prévoyance.....	204
5.3 Obligation de préservation des autorités administratives.....	209
5.4 Prescriptions imposées dans les plans directeurs de la nature	210
6. Le régime d'évaluation appropriée.....	211
6.1 Champ d'application ratione materiae du régime d'évaluation appropriée	212
Activités soumises à autorisation.....	212
Plans ou programmes	213
6.2 « Effets significatifs ».....	214
6.3 Champ d'application ratione loci.....	215
6.4 Le principe de précaution	215
6.5 Le « screening »	216
6.6 L'évaluation appropriée.....	217
6.7 Approbation ou refus.....	219
6.8 Procédure de dérogation	220

ESPAGNE

The Natura 2000 network before the Spanish jurisdiction,

par José Luis BERMEJO LATRE 227

I. Introduction to the Spanish judicial system	227
II. The Constitutional Court and the Natura 2000 network.....	229
III. The administrative courts and the Natura 2000 network.....	232
1. Declaration of nullity of administrative regulations of transposition of Natura 2000 Law	234
2. Declaration of nullity of administrative regulations allowing exceptions to the protection measures of Natura 2000 Law	235
3. Declaration of voidability of administrative acts of implementation of Natura 2000 Network adopted by the authorities.....	236
4. Declaration of voidability of administrative acts of exception to the Natura 2000 protection regime adopted by the authorities....	237

5. Compulsion to the Public Administration to designate a site or to adopt certain management measures	237
6. Interim measures (medidas cautelares)	238
IV. The criminal courts and the Natura 2000 network	239
V. The civil courts and the Natura 2000 network	241
VI. Crosscutting issues: access to justice and the role of expertise before the courts	242

FRANCE

Natura 2000 et le juge La situation en France, par Jessica MAKOWIAK et Pascale STEICHEN.....	247
--	-----

Propos introductifs : le système juridictionnel national	247
---	------------

Section 1. L'absence de contentieux devant le juge constitutionnel	251
---	------------

SECTION 2. Un contentieux abondant devant le juge administratif	251
--	------------

§ 1. Le contentieux de l'annulation	252
---	-----

1. Le contrôle des actes administratifs transposant la Directive Habitats	252
---	-----

2. Le contentieux relatif aux propositions de sites et à leur désignation	252
---	-----

3. Le contentieux relatif à la protection des sites : les mesures préventives de conservation et d'évaluation des incidences	256
--	-----

4. Le contentieux relatif à la gestion des sites	261
--	-----

§ 2. L'intérêt des procédures d'urgence	263
---	-----

SECTION 3. La prise en compte des atteintes aux sites Natura 2000 par le droit pénal de la protection des espèces animales et végétales	265
--	------------

§ 1. Le cadre législatif de la fixation des délits d'atteinte à la biodiversité.	266
---	-----

1. La détermination des éléments constitutifs des atteintes	266
---	-----

2. La détermination des sanctions	268
---	-----

§ 2. Le cadre réglementaire de la concrétisation des délits d'atteinte à la biodiversité	269
--	-----

1. Une protection limitée des espèces animales	270
--	-----

Les oiseaux et leurs habitats	270
-------------------------------------	-----

Les autres espèces animales et leurs habitats	272
---	-----

Une protection limitée des espèces végétales	272
--	-----

§ 3. Appréciation du dispositif pénal.....	273
SECTION 4. La responsabilité civile et les actions des associations.....	275
SECTION 5. La responsabilité contractuelle	279
SECTION 6. L'expertise devant le juge.....	280
§ 1. Les différentes formes d'expertise.....	280
§ 2. Le traitement de la demande d'expertise au procès	281

GRÈCE

The protection of nature before the Greek courts: sustainable management of Natura 2000 sites and the significant role of the Council of State,

par Dr Mihalis KRITIKOS.....	287
I. Introduction.....	287
II. Presentation of the domestic judicial system	289
Civil cases	289
Penal cases.....	290
Administrative cases.....	291
III. Cross-cutting matters.....	293
i) Use of experts.....	293
ii) Access to Justice	294
IV. Legal acts related to the protection and management of the Natura 2000 sites	296
V. Case-law-Council of State Decisions related to Natura 2000 sites.....	301
VI. Concluding thoughts.....	314
VII. Reading List	317

ITALIE

Natura 2000 et le juge en Italie,

par Domenico AMIRANTE.....	323
I. Brefs aperçus sur le système juridictionnel italien.....	323
1.1 Les juridictions civile et pénale.....	323
1.2 La juridiction administrative	325

1.3 La juridiction constitutionnelle	326
2. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle sur les sites Natura 2000	328
2.1 Caractères généraux de la jurisprudence constitutionnelle sur les sites Natura 2000	328
2.2 La sélection des sites dans la jurisprudence constitutionnelle italienne	329
2.3 Les mesures de sauvegarde	331
2.4 Autres décisions de la Cour constitutionnelle sur Natura 2000....	332
3. Le juge administratif et le réseau Natura 2000.....	333
4. Le rôle limité des juridictions pénale et civile par rapport aux sites Nature 2000.....	336
5. L'accès à la justice et le rôle des associations environnementales.....	337
6. Conclusions.....	339

LUXEMBOURG

**Natura 2000 et le juge :
La situation au Luxembourg,**

par Edgard ARENDT	343
1. Le système juridictionnel national	343
a) L'ordre judiciaire	344
b) L'ordre administratif	345
c) La Cour constitutionnelle	346
2. Le contentieux devant le juge constitutionnel.....	346
3. Le contentieux devant le juge administratif.....	347
a) Le contentieux d'annulation et le contentieux de réformation	348
b) Les mesures provisoires	353
c) Conclusions.....	354
4. Le contentieux devant le juge pénal	355
5. Le contentieux devant le juge civil.....	357
6. Questions transversales.....	358
a) La charge de la preuve	358
b) L'expertise devant le juge.....	361
Conclusions générales – Contribution du juge national à la mise en œuvre effective du régime Natura 2000.....	362

PAYS-BAS

The implementation of Natura 2000 in the Netherlands,

par Hans Erik WOLDENDORP	367
1. Introduction	367
2. General organisation of the State	368
3. Overview of BD and HD	369
4. Nature conservation in general	371
5. Transposition of Article 6 HD in general	372
5.1 Article 6(1) HD	372
5.2 Article 6(2) HD	374
5.3 Article 6(3) and 6(4) HD	375
6. Competent authorities	377
7. Designation of Natura 2000-sites	379
7.1 General	379
7.2 Basic principles for the designation and definition of Natura 2000-sites	381
7.3 Specific principles for the designation and delimitation of BD- sites	381
7.4 Specific principles for establishing conservation objectives for BD-sites	382
7.5 Specific principles for establishing conservation objectives for HD-sites	383
7.6 Contents of the designation	385
7.7 Legal effect of conservation objectives	386
7.8 Procedure for designation of Natura 2000-sites	386
7.9 Overview of the jurisprudence of the Council of State	388
8. Appropriate assessment	393
8.1 Appropriate assessment and environmental impact assessment	397
9. Precautionary principle	399
10. Significant effects	401
11. Important reason of overriding public interest	405
12. In the absence of alternative solutions	406
13. Compensation	408
13.1 Experiences with compensation	408

13.2 Legislation and jurisprudence..... 410

13.3 Alternatives for compensation: nature inclusive design; netting;
habitatbanking 413

 Nature inclusive design..... 413

 Netting 414

 Habitatbanking..... 415

PORTUGAL

Le juge et le Réseau Natura 2000 au Portugal

par Márcio ALBUQUERQUE NOBRE 423

Introduction 423

I. Système juridictionnel..... 425

 1.1 Le juge constitutionnel 425

 1.2 Le juge administratif 426

 1.2.1 Système juridictionnel de contrôle..... 426

 1.2.2 Jurisprudence des tribunaux administratifs..... 427

 1.2.2.1 Prévalence des intérêts économiques 427

 1.2.2.2 Prévalence des intérêts environnementaux..... 428

 1.2.2.3 Conclusions 429

 1.3 Le juge pénal 429

 1.3.1 Les crimes dans le domaine de l'urbanisme et
 de l'aménagement du territoire et les autres infractions 429

 1.3.2 Jurisprudence pénale..... 430

 1.4 Le juge civil 430

 1.4.1 Juridiction civile..... 430

 1.4.2 Jurisprudence civile..... 431

2. Autres questions..... 431

 2.1 Qui peut saisir?..... 431

 2.2 Les effets des Directives..... 431

 2.3 La charge de la preuve et l'expertise..... 432

Conclusions..... 432

ROUMANIE

Certains aspects concernant « Natura 2000 et le juge » en Roumanie

par Marilena ULIESCU.....	435
par Assistent Andrei DUȚU	435
1. La directive « Oiseaux et Habitats ».....	435
2. Le système judiciaire roumain.....	436
3. La Cour Constitutionnelle.....	437
4. Le contentieux administratif.....	440
4.1 L'intérêt légitime peut être privé, mais aussi public	441
4.2 Les solutions que la juridiction peut proposer	443
5. En guise de conclusions.....	446